

Le voisinage n'est pas la proximité.

Le concret n'est pas ce qu'on voit, il est dans ce qui organise ce qu'on voit. Comprendre demande de se faire proche, plus exactement de se tenir à la juste distance. Se poser trop loin empêche de percevoir, se tenir trop près fait risquer la fusion qui interdit à l'autre de se déployer. En hébreu, il existe un mot pour désigner la bonne distance entre deux tentes de nomades, *ruah*, dont le sens premier signifie également « l'air qui passe », « le souffle », « la respiration » et « l'esprit ». L'exacte relation ne pétrit pas l'autre, parce qu'un souffle l'anime. Dieu rend l'homme vivant par le partage de son souffle (Gn 2,7).

Etre voisin implique simplement une juxtaposition. C'est le cas quand deux personnes sont assises dans un train sur deux sièges côte à côte. Tout le trajet peut se dérouler sans qu'un seul mot soit échangé. Les voyageurs sont voisins sans être proches. A l'inverse, une correspondance rapproche deux personnes qu'éloigne la distance et suscite entre elles une réelle compréhension. Il n'existe pas de proximité sans une sortie de soi par l'acte de se rendre proche. Ce détour révèle l'insuffisance d'une formule utilisée par de nombreux chrétiens et qui eut son heure de gloire : « Vivre au cœur, au milieu du monde ». Elle n'indique qu'une position, mais ne dit rien de la relation. On observe ainsi de nombreux groupes et lobbies utilisant avec dextérité les techniques les plus modernes – internet, appareils numériques, etc. – tout en prônant le retour à une société traditionnelle se référant davantage au XIXe qu'au XXe siècle. La référence à un monde éteint se couvre d'objets les plus récents pour cacher une indigence à comprendre et à analyser les contemporains. Ils en sont les voisins, non les proches. Car se rapprocher demande de renoncer à sa suffisance affective et de se préoccuper des autres tels qu'ils sont et se laissent découvrir. C'est la relation avec les personnes qui qualifie la vérité de la proximité. De ce constat découlent trois conséquences pour l'Eglise concernant sa lisibilité, son centralisme et sa souplesse.

La lisibilité

Notre époque apprécie les nombres. L'église garde au fond d'elle-même une méfiance quasi instinctive envers la démocratie, non pas pour des motifs prioritairement politiques, mais parce que la vérité ne dépend pas du nombre. (Hitler fut majoritairement élu selon les lois électorales de son pays. Des dictatures utilisent le référendum et s'appuient sur le nombre pour faire approuver des lois coercitives. Ce n'est pas pour autant que ces régimes ont raison.) Mais, en même temps, cette Eglise appréhende le soupçon même de paraître décliner. Elle goûte les chiffres importants censés soutenir la vitalité et prouver son essor. Pour cela, elle cherche à se rendre visible, jusque dans le détail des costumes. C'est alors confondre ce qui est visible – et que tout un chacun remarque -, avec ce qui est lisible – qui concerne ce que chacun comprend. Rien ne prouve que le nombre, le visible, ne signifie autre chose que la volonté de montrer la force de sa présence, c'est-à-dire la résurgence d'un sacré archaïque, au lieu de renvoyer la lecture de ce spectacle à l'originalité de l'Evangile dans lequel le Christ appelle les siens un « petit troupeau » (Lc 12,32) et lui demande d'être « le sel de la terre » (Mt5, 13). Faute de s'attacher à cette distinction, il devient difficile de ne pas voir dans les lois d'un pays un relativisme pour le moins a-moral que le nombre devrait contrer.

Ceci touche de près à l'indifférence. Puisque celle-ci protège l'individu, les biens dont dispose un autre créent une rivalité mimétique, donc une violence, comme l'a perçu René Girard, afin de profiter de ses avantages. Si l'Etat veut pallier cette violence revendicatrice, il légifère au plus près des réclamations individuelles. Il se trouve ainsi entraîné dans la spirale de la multiplication des lois. La justice n'est plus là pour appliquer le droit mais pour déclarer

le bien. L'opposition fondamentale ne concerne plus le débat entre un relativisme démocratique et la vérité morale absolue, dans lequel la morale finit inexorablement par perdre son combat du simple fait de la majorité des électeurs. Cette opposition est la conséquence d'une absence plus radicale : le manque de relations humanisantes entre les membres de la société, entre les plus forts et les plus faibles ; l'absence de projets à long terme capables d'orienter les personnes, à cause de la distance entre les rouages de la vie politique et la réalité concrète de la vie des gens. C'est bien l'oubli de la signification de l'indifférence qui conduit à ces impasses. Autrement dit, le relativisme ne naît pas de la démocratie, mais d'une insuffisance de cette démocratie, faute de restaurer la responsabilité personnelle au-delà du seul souci de soi. Il n'y a pas d'évolution des mœurs privées hors du soutien d'une éthique publique. Sans tendresse envers les personnes, c'est-à-dire sans compréhension, pas de perspectives créatrices. Ce qui est vrai pour l'Etat l'est aussi pour l'Eglise.

Le centralisme

L'attention à ce que lisent les hommes dans ce qu'ils voient renvoie au témoignage des foules à la vue de ce que fait le Christ. Celui-ci, quand elles se pressent autour de lui et lui demandent des miracles, pourrait se servir de cette ferveur pour prendre le pouvoir, en devenir le centre. Au lieu de répondre à cette attente, il se décentre, par exemple après la multiplication des pains, il se retire et préfère au grand discours la rencontre singulière avec des hommes et des femmes à qui il redonne confiance et demande de se relever. Ce qui désigne également les limites et les impasses de *tout fonctionnement centralisé*. Un sociologue, Jacques Lagroye, parle de « système impérial ». Dans ce style de gouvernement, l'inégalité des personnes est placée en fondement pas toujours reconnu. Elle établit une distinction nette entre ceux qui savent et dirigent, et les autres.

Au sommet, l'empereur maintient une autorité symbolique. Etant donné l'ampleur et la complexité des sujets à traiter, une chancellerie ou des bureaux prennent la réalité du pouvoir ordinaire. Le pouvoir réel – celui du fonctionnaire qui joue du tampon « Au nom de sa Majesté » - se sépare du pouvoir affiché. Pour se conserver, le pouvoir réel se couvre de l'autorité du pouvoir symbolique. Plus le premier étend son emprise, moins il est connu. Plus le second est montré, adulé et applaudi, moins il exerce de vraie autorité. Inévitablement, chaque service se veut autonome et ignore les autres services. Pour s'attacher des clients, il fait appel à des formes larvées de népotisme (anciens de grandes écoles, amis d'obligés...). Par conséquent, la centralisation s'accélère et les responsables régionaux ne gardent d'autorité qu'en vertu de leur allégeance aux bureaux centraux. De manière inexorable, ce gouvernement court vers la paralysie ou l'implosion, car il n'accepte aucun contrôle transversal entre les bureaux qui sont directement reliés à la tête, et encore moins de véritable participation des responsables locaux, sinon ceux qui sont attachés à un service.

Un tel fonctionnement n'interdit nullement que les « grands commis » ne soient dévoués, travailleurs et intègres. Mais en ramenant l'unité autour d'eux, ces hommes créent une division croissante entre les citoyens. D'un côté se tiennent ceux qui s'en contentent et l'appuient, de l'autre ceux qui pensent que, les hommes ne formant pas un troupeau, ils ont à donner leur avis sur les questions qui les concernent. Et le mécontentement qui en résulte se reporte finalement sur la tête.

En étudiant le fonctionnement du pouvoir, Michel Foucault notait que le type « pastoral » du gouvernement inventé par l'Eglise unissait l'attention à tous et le souci de chacun. Ainsi, le chef ne pouvait conduire seul. Il lui était nécessaire de tenir compte de ses brebis : libres, elles vont et elles viennent (Jn 10, 9). Actuellement, le débat d'idées, dans l'Eglise comme pour ce qui concerne l'Etat, se déroule entre initiés, ce qui augmente l'indifférence de ceux que lasse le spectacle. Pour retenir leur attention, il faut faire de plus en

plus fort, accentuer les mises en scène, mettre d'avantage l'accent sur le comportement de celui ou celle qui parle que sur ce qu'il ou elle dit, ce qui diminue d'autant la qualité des échanges. Un débat public ne se décrète pas, même en cas de référendum, il s'organise. Il ne se produit que si le « public » y est intéressé à donner son point de vue – ce que nul ne serait fondé à lui reprocher.

L'Eglise n'échappe pas à ses travers. Dans son histoire, elle a déjà rencontré les effets dangereux de catéchismes écrits à coup de définitions créées pour répondre à des questions qui n'étaient même pas posées. Une telle scolastique infantilise. Elle pousse des caractères conservateurs à se figer sur la magie des formules et le ritualisme ; elle amène ceux qui rejettent cette chosification de la foi à une évanescence de contenu qui se contente d'énoncer des valeurs sans susciter d'expressions symboliques, seules à même pourtant de relier la profondeur de l'existence humaine et la personne du Christ. Dans les deux cas, la purification du désir est évitée par le poids des mots ou le brouillard des sentiments : soit en confondant les mots et les signes de la foi avec la foi elle-même ; soit en tenant l'expression des sentiments de chacun comme suffisante. Ces tendances n'existent pas que dans l'Eglise. Elles se rencontrent abondamment dans les discours politiques, les émissions télévisées.... S'il y a des gens qui parlent pour ne rien dire, ils sont plus nombreux encore ceux qui ne peuvent dire ce qu'ils aimeraient exprimer. Dès lors, on n'a pas à s'étonner de voir l'indifférence grandir.

La souplesse

La centralisation croissante marque les sociétés modernes. Des holdings aux fonds de pensions, de la décision d'une candidature à un poste électif jusqu'aux magasins de pièces de rechange, l'outillage informatique et le souci des « économies d'échelle », ainsi que l'appel à une unité qui n'est qu'uniformité, tout concourt à centraliser les demandes, les budgets, les traitements, les décisions. Même les nouvelles « grandes paroisses »... S'est-on un jour préoccupé du goût *humain* de ce mode de fonctionnement qui cultive le respect des procédures jusqu'à l'obsession ? Si l'Eglise, en miroir de ce monde, suivait la même logique, elle y perdrait une grande part de sa crédibilité, tombant dans la contradiction pratique entre une structure évangélique et un fonctionnement mondain. Les évangiles mettent en garde contre le pouvoir. Ils obligent donc à s'interroger sur les modèles sociétaux dominants. Une prière de la « Liturgie des heures » que récitent les prêtres, les diacres, les personnes consacrées, demande : « Que l'Eglise soit le lieu où l'Évangile est annoncé en contradiction avec l'esprit du monde » (Laudes du Vendredi de la première semaine).

Là où le monde concentre, il faut que l'Eglise décentralise ; là où il n'écoute pas les intéressés, il faut que l'Eglise écoute la voix de chacun. Donc qu'elle veille à sa « souplesse ». Par souplesse, on entend bien autre chose qu'une diplomatie de fonctionnement. La souplesse s'oppose à la centralisation, cette royale consécration du pouvoir. Hannah Arendt remarquait, à propos de l'expression « mettre l'homme au centre », combien elle était dangereuse puisque, quand tourne la roue, le centre reste immobile. Ainsi, au lieu d'envisager l'humanité comme une quête sans cesse interrogée que doit servir l'institution, on fixe l'homme à un point d'attache pour justifier le développement de l'institution qui se trouve ainsi sacralisée. Celle-ci peut donc afficher un principe, l'homme au centre, tout en accentuant une bureaucratisation très centralisée de son fonctionnement. Sur ce point, la Bible a beaucoup à dire ! Nous ne retiendrons que deux passages.

En 597 et en 586 avant notre ère, par deux fois, les armées de Nabuchodonosor prennent Jérusalem, déportent la population et finissent par brûler le Temple où disparaît l'Arche d'alliance. Jérémie écrit aux déportés de s'installer en Mésopotamie et ajoute : « Recherchez la paix pour la ville où je vous ai déportés ; priez Yahvé en sa faveur, car votre paix dépend de la sienne » (Jr 29, 7). Il déclenche la fureur des autorités restées à Jérusalem et

même des déportés qui rêvent de revanche. Alors il va plus loin : au centre du peuple de Dieu, l'Arche constituait le dépôt le plus saint autour duquel les fêtes réunissaient la population. Le prophète précise clairement : « On ne dira plus « Arche de l'alliance de Yahvé », on n'y pensera plus, on ne s'en souviendra plus, on ne s'en préoccupera plus, on n'en construira plus d'autre » (Jr 3, 16). Jérémie élargit le centre : c'est Jérusalem qui devient le centre avec lequel se rendront quelques représentants d'une ville ou d'une famille (Jr 3, 4) et « toutes les nations convergeront vers elle » (Jr 3, 17). Le centre passe ainsi d'un objet de petite taille à une ville, et du cœur d'un peuple au point de convergence de toutes les nations.

Autre élargissement, dans l'épisode de la multiplication des pains, tel que le raconte l'évangile de Jean, qui voit en elle un aspect différent des récits des trois premiers évangiles (Jn 6, 3-15). Plusieurs détails attirent l'attention : les foules qui suivent Jésus ne sont affligées ni de fatigue ni de faim. C'est Jésus qui se préoccupe de leur nourriture. Les disciples ne jouent aucun rôle : le Christ distribue lui-même le pain. Il donne du « pain d'orge », car le meilleur, le pain de froment, viendra plus tard, comme à Cana le vin annonce le sang versé. Les références pascales sont multiples : la date, les poissons qui vivent dans l'eau où les hommes périssent. Enfin, Jésus refuse de tirer le moindre avantage de ce signe : pour ne pas être fait roi, il se retire dans la montagne.

Le Christ se rend présent à ces gens qui ne lui ont rien demandé. Il donne sans en prendre un bénéfice. Sa présence est de totale gratuité. Son départ laisse les gens face à face, avec le don reçu comme générosité du don qui doivent faire à leur tour. Le centre n'est plus un lieu, ni même une personne établie en ce lieu. Il est « esprit et vérité » (Jn 4, 23) et habite « les paroles que je vous ai dites : elles sont esprit et vie » (Jn 6, 33). L'église est une institution qui n'a pas de centre, comme, dans le temple de Jérusalem, le lieu le plus saint est vide. Ses responsables sont les sacrements d'un Autre, le Christ. D'ailleurs, la foi chrétienne est « pleine de trous » : un tombeau vide, un fondateur parti. Il reste un Esprit, cette tension vers les autres. Tel est bien le sens de cette « souplesse » qui permet de rejoindre les autres hommes, d'aller vers eux, non pas avec la pesanteur de toute institution, mais avec la gratuité de la présence dont témoigne le Christ sur une colline de Galilée.

Cette modalité de l'Eglise, très originale, révèle qu'elle ne travaille pas pour elle-même : elle est livrée au monde, dans la logique de la venue du Fils parmi les hommes. Toute autre attitude renforce la crédulité ou l'indifférence. Sans gratuité, c'est pour faire valoir ses vues qu'une institution mobilise ses énergies. Si on suit cette dernière logique, il en résulte un moralisme que chaque régime autoritaire n'a jamais manqué de chercher à imposer jusque dans les arts. Nietzsche avait vu juste en écrivant : « On voit ici ce qui a remporté la victoire sur le Dieu chrétien : la morale chrétienne. » Un homme peut parfaitement suivre une morale sans croire. En ce sens, le moralisme sait composer avec l'athéisme et souvent le renforce.

Devant l'indifférence, il ne s'agit pas de proposer la foi mais, plus justement, de découvrir avec des personnes une foi qui nous précède tous. Il convient donc de se laisser interroger ensemble par la gratuité de cette foi. C'est refuser de penser par des poncifs automatiques qui ne sont intelligibles qu'aux membres d'un même groupe. Traduire le vocabulaire reste insuffisant. Il faut en outre une posture à hauteur d'hommes et une « grammaire », c'est-à-dire une organisation du discours et de ses références, qui prouve leur intégration dans l'expérience de la vie commune. Comme il n'existe pas de vocabulaire idéal, la forme et le fond coïncident, la manière de parler et le contenu de la parole, le discours et les signes. Par là, les croyants ne répondent pas seulement à Dieu, ils répondent *de* Dieu. Celui qui donne aux mots le Verbe de son souffle. Son désir